

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 26/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAQUIGNON Frères**

12 Lieu-dit Le Prieuré de Remeneuil  
86230 Usseau

Références : VAT20240294  
Code AIOT : 0010011582

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement MAQUIGNON Frères implanté Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité notifiée le 18 janvier 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAQUIGNON Frères
- Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry
- Code AIOT : 0010011582
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière souterraine sur une surface d'exploitation de 8 800 m<sup>2</sup> d'un gisement de tuffeau sur le territoire de la commune de Villentrois devenue commune de Villentrois-Faverolles-en-Berry aux lieux dits "les Cosses", "les Dabinières" et "le Bécheau". L'installation est concernée par la rubrique 2510 (carrières ou autre extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour un volume autorisé de 3 600 tonnes/an avec une moyenne de 2 700 tonnes/an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Analyse eau du puits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tonnage annuel extrait	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Date d'arrêt d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5	/	Sans objet
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.4.1	/	Sans objet
4	Plan et marquage	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.6	/	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.2	/	Sans objet
6	Restriction des accès	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2	/	Sans objet
7	Accès galeries voisines	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.2	/	Sans objet
8	Stockage des Blocs	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.3.2	/	Sans objet
9	Cessation	Code de	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'activité	l'environnement du 04/06/2024, article R. 512-39-1		
10	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5	/	Sans objet
11	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5	/	Sans objet
12	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 04/06/2024, article R. 512-39-1-III	/	Sans objet
13	Protection du puits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3	/	Sans objet
15	Suivi de la faune	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.6	/	Sans objet
16	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Se référer aux tableaux récapitulatifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tonnage annuel extrait

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tonnage annuel extrait
<b>Prescription contrôlée :</b>  Volume autorisé : 3 600 tonnes/an
<b>Constats :</b>  D'après la déclaration GEREP 2023 : 0,061 kt ont été produites en 2023 et 0,122kt en comptant les stériles. <b>Pas d'écart constaté.</b>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Date d'arrêt d'exploitation**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5
---

Thème(s) : Autre, Arrêt d'exploitation
--

**Prescription contrôlée :**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée un an avant l'échéance de l'autorisation.

**Constats :**

Le registre de suivi de l'exploitation fait valoir le 09 août 2023 comme date de la dernière extraction.

**Pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Suivi annuel d'exploitation**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.4.1
---

Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation
---

**Prescription contrôlée :**

Un plan orienté à l'échelle 1/200 de la carrière souterraine est établi et fait notamment apparaître : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ; - la délimitation des secteurs d'exploitation mentionnés à l'article 2.2.6 ; - la matérialisation des piliers et leur repérage ; - les puits d'aérage ; - le puits remblayé ; - le puits de surveillance des eaux souterraines ; - les clôtures interdisant l'accès aux galeries des galeries voisines ; - les limites de l'indépendance des secteurs aérauliques en cours d'exploitation ; - les cotes d'altitude NGF des points significatifs ; - les hauteurs sous galeries des parties exploitées avant relayage ; - les zones exploitées et remblayées ; - les zones en cours d'exploitation. Ce plan est repéré par rapport à un plan cadastral de la surface représentant les limites des parcelles et du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m. Ces plans sont mis à jour au moins deux fois par an par un géomètre expert et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur l'emprise de la carrière. Ils sont également tenus à la disposition des propriétaires dont les travaux sont effectués sous leur propriété ou aux abords de celle-ci. Ces plans auxquels est annexé un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais mis en place, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est transmis avant le 1er février de chaque année à l'inspection des installations classées. Un registre d'avancement des travaux est également établi et tenu à jour par l'exploitant.

**Constats :**

La dernière mise à jour du plan d'exploitation date du 23 janvier 2024 par le géomètre expert BIAGÉO. Il y figure les extractions à date de l'inspection puisqu'aucune opération d'extraction n'a eu lieu depuis cette date. L'ensemble des items requis figurent sur le plan et ses annexes. Le remblayage était suivi à l'aide d'un plan de remblais par zones de travail, via un système de couleurs des zones extraites/remblayées.

Après examen des plans altimétriques réalisés en janvier 2024, il est constaté que la cote minimale après extraction et remblayage est de 97,5m NGF au niveau de la zone 4.  
**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Plan et marquage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.6

**Thème(s) :** Autre, repérage des piliers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation souterraine est divisée en 4 secteurs Sud Est, Sud Ouest, Nord Est et Nord Ouest suivant le schéma annexé au présent arrêté.

Chaque pilier est identifié par un numéro. L'identification correspondante est affichée sur chaque pilier. Il pourra être admis que certains piliers de moindre importance ne comportent pas de marquage sous réserve qu'ils puissent être aisément positionnés par rapport à des piliers identifiés.

**Constats :**

Il est constaté le maintien des numéros sur les piliers dans le périmètre exploité par la société MAQUIGNON FRERES. Il a été demandé de maintenir ces numéros dans le cadre de la cessation d'activité à des fins de repérage, ce que l'exploitant a bien prévu.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.2

**Thème(s) :** Autre, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté. Globalement, la remise en état du site consiste en un remblayage partiel ou intégral des parties excavées lors de l'exploitation. La hauteur de remblayage selon les secteurs d'exploitation est définie sur le schéma figurant en annexe 5 au présent arrêté. Le remblayage intégral ne sera pas exigé au droit de la RD n° 52 si la solution de confortement par muraillement est retenue. Seuls sont admis pour le remblayage les matériaux provenant de la strate crayeuse recouvrant le gisement, les résidus de blocs d'exploitations anciennes présents dans la carrière et les résidus de blocs non valorisables récupérés lors de l'extraction. La remise en état doit être coordonnée à l'exploitation conformément au plan de phasage des travaux annexé au présent arrêté. La surface de la partie excavée et non remblayée ne dépasse pas 100 m<sup>2</sup> .

**Constats :**

Le remblayage était suivi à l'aide d'un plan sur lequel étaient reportées les zones figurant à

<p>l'annexe 5 de l'arrêté du 14/08/2014 et les numéros de piliers.</p> <p>Il subsiste quelques traces des marquages permettent de figurer les hauteurs de remblayage requises, soit à 1 m à partir du niveau d'excavation sans tenir compte de la vidange nécessaire avant excavation (tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation), soit intégral. Par sondage lors de la visite, il n'a pas été relevé de non respect des hauteurs de remblayage au regard des exigences de l'arrêté d'autorisation. Le sol est par ailleurs stable, y compris à proximité des piliers, permettant une circulation aisée dans la carrière.</p> <p>Il est constaté que la zone située sous la RD2 n'a pas été exploitée et que les matériaux de remblayage utilisés sont ceux provenant de la strate crayeuse recouvrant le gisement, des résidus de blocs d'exploitations anciennes présents dans la carrière et des résidus de blocs non valorisables récupérés lors de l'extraction.</p> <p>A noter qu'à l'entrée de la carrière, hors du périmètre couvert par l'arrêté d'autorisation, il subsiste quelques blocs ne résultant pas de l'activité de la société MAQUIGNON FRERES mais des exploitations passées.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Restriction des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à l'ensemble des installations (parties souterraine et aérienne) est interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 2 mètres. . Le danger est signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à l'ensemble des installations est interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 2 mètres (cf. planche photographique). Le danger est signalé par des pancartes placées sur les clôtures.</p> <p>Il est précisé que l'arrêté d'autorisation n'implique pas le maintien du portail de la plate-forme de stockage de matériaux mais d'un dispositif du même usage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Accès galeries voisines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Galeries
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les accès aux galeries voisines de « La Cave de la Branche à Bascule » à l'Est et de « La Cave de la Pompe » à l'Ouest sont condamnés efficacement par un grillage robuste de hauteur minimale 2 mètres ou tout autre dispositif équivalent.</p>
<b>Constats :</b>

Il est constaté que les accès aux galeries voisines de « La Cave de la Branche à Bascule » à l'Est et de « La Cave de la Pompe » à l'Ouest sont condamnés par un grillage.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Stockage des Blocs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.3.2

**Thème(s) :** Autre, Stocks de matériaux

**Prescription contrôlée :**

Les blocs de tuffeau extraits sont transportés dans la parcelle cadastrée section AH n° 125 en empruntant la sortie Sud Ouest de la partie souterraine et le chemin aménagé dans la parcelle cadastrée section AD n° 226.

Ces blocs sont stockés sur l'aire étanche de superficie 1350 m<sup>2</sup> prévue à cet effet. La quantité maximale stockée est de 200 m<sup>3</sup> et la hauteur de stockage est limitée à 3 m.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, la plate forme de stockage est vide et exempte de tout matériel (cf. planche photographique).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/06/2024, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Autre, Notification

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de



l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

**Constats :**

La cessation d'activité a été notifiée le 18 janvier 2024. Les attestations et mémoires correspondants sont en cours de rédaction et devraient être adressés au Préfet d'ici la fin du mois de juin 2024 selon l'exploitant.

Lors de la visite il est constaté la mise en sécurité du site :

- restriction des accès effective;
- coupure de l'électricité au niveau des bureaux et dans les galeries - la société ENEDIS devant intervenir le 14 juin 2024 pour couper définitivement l'alimentation électrique (mail ENEDIS du 11 juin 2024);
- absence de déchets et produits dangereux liés à l'activité de la société MAQUIGNON FRERES.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5

**Thème(s) :** Autre, usage futur

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et pour l'application de l'article R. 512-39-3, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillés au CHAPITRE 2.4 et l'usage à prendre en compte est le suivant : usage privé des propriétaires des galeries et des parcelles.

**Constats :**

Dans son courrier du 18/01/2024, l'exploitant renvoie à l'usage futur précisé dans l'arrêté d'autorisation, par conséquent : usage privé des propriétaires des galeries et des parcelles.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 1.6.5

**Thème(s) :** Autre, Etude de stabilité

**Prescription contrôlée :**

La notification est accompagnée d'une étude de stabilité à long terme des terrains réalisée par un organisme dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'étude de stabilité a été effectuée en février 2024 par la Sarl entre Loire et Coteau - M.Léotot -

<p>remise à l'inspection des installations classées le 05 juin 2024.</p> <p>Rappelons que cette carrière avait fait l'objet d'une analyse par l'INERIS en 2011, qui signalait une « carrière en bon état de stabilité, avec un ciel en recouvrement de l'ordre de 25 m, en moyenne. L'expert conclut son étude de la façon suivante :</p> <p>"La stabilité de la zone exploitée par la SARL MAQUIGNON Frères, au niveau des secteurs "des Cosses" et "des Dabinières", est bonne, car les matériaux sont, ici,relativement compacts ; le taux de défrètement réduit vis-à-vis du recouvrement de surface ; et avec un faible état de développement de fracture. Globalement, la partie exploitée a été entièrement remblayée, ce qui élimine toute problématique potentielle, liée à l'élancement de certains piliers. De plus, on peut signaler que l'exploitation menée récemment, a conduit à la mise en œuvre de travaux confortatifs en différents secteurs.Lors de notre visite, nous avons repéré un ou deux points de fragilité, qui ne sont pas liés à l'exploitation, mais tout simplement à la configuration de la carrière initiale.Ces instabilités sont faiblement évolutives.Toutefois, en cas d'évolution, elles ne remettraient pas en cause la stabilité de masse de la cavité.Compte tenu de ces éléments, nous estimons, pour notre part, que les conditions de stabilité de la cavité récemment exploitée, sont bonnes et que le processus de fermeture peut être mené, en garantissant la stabilité de masse, et donc l'intégrité des structures de surface."</p> <p><b>Pas de commentaire de l'inspection des installations classées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2024, article R. 512-39-1-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Cabinet Ramboll est en cours de rédaction des attestations et mémoires qui devraient être envoyés d'ici fin juin 2024 selon l'exploitant.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Protection du puits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection du puits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose dans la carrière souterraine d'un puits de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines.</p> <p>Ce puits est protégé par une margelle de hauteur minimale 0,50 m et recouvert par un capot de fermeture étanche et fermé à clé.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour protéger la tête du puits contre les risques liés à la circulation des engins d'extraction et de transport des matériaux.</p> <p>La margelle comporte en sa partie supérieure un marquage de sa cote NGF.</p> <p>L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence d'un puits de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines. Ce puits est protégé par une margelle et recouvert par un capot de fermeture étanche et fermé à clé. Il est situé en hauteur des voies de circulation dans les galeries.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Analyse eau du puits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport d'analyse
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les analyses de ces échantillons sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé mensuellement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-pH</li> <li>-Conductivité ;</li> <li>-Matières en suspension ;</li> <li>- Demande chimique en oxygène ;</li> <li>-Hydrocarbures totaux ;</li> </ul> <p>Les résultats d'analyse sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.</p>

Les contrôles sont ensuite réalisés une fois par an en alternant les prélèvements en périodes de hautes eaux et de basses eaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'ayant pas pu communiquer la date de la dernière analyse d'eau des puits lors de la visite ni le rapport associé, il a adressé le 05 juin 2024 un devis validé auprès du laboratoire IANESCO pour une nouvelle campagne de mesures. <b>Constat : L'exploitant ne peut justifier d'une analyse des eaux du puits récente.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 15 : Suivi de la faune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un suivi de l'hivernage des chiroptères est réalisé tous les deux ans par une structure naturaliste. L'exploitant prend des mesures adaptées en cas de présence d'individus en hivernage (arrêt de l'extraction sur la zone et transfert de l'activité sur un autre secteur) et tient à la disposition de l'inspection des installations les éléments justifiant de la mise en œuvre de ces mesures.
<b>Constats :</b>  Le dernier suivi de l'hivernage des chiroptères a été effectué en 2022 par ENCEM. Le rapport a été adressé le 05 juin 2024 à l'inspection des installations classées. Le bilan fait valoir que les effectifs observés lors du suivi 2021-2022 sont cinq fois plus importants que ceux des années précédentes et que "ce site d'hivernage est ainsi un site majeur pour les chiroptères et un site d'un grand intérêt tant au niveau local que régional. Toutes les précautions doivent être prises afin de protéger ce gîte et de favoriser la quiétude des chiroptères". Il était annoncé un comptage à l'hiver 2023-2024 de façon à s'assurer de l'absence d'impact sur la population de chiroptère de la carrière, mais en absence d'exploitation, celle-ci n'a pu être menée.  Lors de la visite, il est constaté que les bâches permettant d'isoler les chiroptères lors des phases d'extraction ont bien été enlevées.  <b>Pas de commentaire de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration 2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<b>Constats :</b> <p>La déclaration GERE 2023 a bien été effectuée (cf. point de contrôle n°1).</p> <p><b>Ecart soldé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite